Vers une relance du tandem franco-allemand ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4547>

DOI : 10.4000/rea.4547

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 4 juillet 2013

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Vers une relance du tandem franco-allemand ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 109 | juillet 2013, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4547> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4547>

Vers une relance du tandem franco-allemand ?

**Prof. René Lasserre,
Directeur du CIRAC**

En dépit de quelques écarts regrettables de discours, et par-delà les postures doctrinales affichées les mois précédents, un climat nouveau s'est installé au cours du printemps dans la coopération gouvernementale franco-allemande en matière européenne.

Au-delà de son caractère symbolique, la célébration du 50^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée le 22 janvier dernier aura porté ses fruits. L'engagement pris alors par les deux gouvernements de présenter d'ici le sommet européen de juin une « contribution commune » pour mettre en œuvre les politiques, ainsi que le cadre institutionnel nécessaires à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, a été tenu et se concrétise.

Adoptée le 30 mai à l'Elysée par le Président de la République et la Chancelière, la Contribution franco-allemande marque en effet une évolution sensible des positions respectives antérieures de la France et de l'Allemagne et inaugure une nouvelle approche. L'opposition entre les objectifs de stabilité et de croissance qui avait jusqu'à présent cristallisé les tensions en matière de politique économique européenne a cédé le pas à la recherche d'une synthèse construite et articulée entre les politiques coordonnées de consolidation budgétaire – avec les disciplines qu'elles impliquent – et les actions européennes ciblées en faveur de l'investissement et de l'emploi, ceci aux fins de renforcer à la fois la compétitivité et de stimuler la croissance des économies.

Mais au-delà de ce réajustement de perspective, la contribution franco-allemande définit également un cadre d'action à moyen terme, dans lequel s'intègrent à la fois la poursuite de l'intégration économique et monétaire et un ensemble de propositions concrètes visant à renforcer la coordination des politiques économiques et sociales au sein de la zone Euro, amorçant ainsi une stratégie concertée de sortie de crise.

C'est dans ce double horizon que s'inscrivent les principales décisions prises lors du dernier sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles les 27 et 28 juin. Tout d'abord, avec les décisions concernant la poursuite de l'union bancaire qui, dans le cadre des principes définis antérieurement, permettent d'engager la mise en place effective, d'ici l'été 2014, des instances de supervision, ainsi que des mécanismes de résolution publique au niveau des Etats et de résolution privée au niveau des banques et des épargnants. Sur ce dossier complexe, les différences d'approche, qu'illustrent les positions des caisses d'épargne allemandes précisément analysées dans ce numéro, se sont en fait révélées plus techniques que politiques et devraient pouvoir être conciliées, de sorte que sous cette nouvelle impulsion franco-allemande, la mise en sécurité financière de la zone Euro devrait être parachevée dans l'année qui vient.

A plus court terme, les deux gouvernements ont engagé le Conseil européen sur deux initiatives significatives en faveur de l'emploi et du sou-

tien à la croissance, d'abord à travers le plan en faveur de l'insertion professionnelle des moins de 25 ans dans les régions européennes les plus touchées par le chômage des jeunes, ensuite par le plan d'investissement en faveur des PME mis en œuvre avec le concours de la BEI.

Ces dernières mesures, d'ampleur initialement modeste, s'inscrivent néanmoins dans une démarche conjointe des deux gouvernements qui vise à mettre en place des mécanismes de solidarité en faveur des pays les plus touchés par la crise. Et ce en accélérant la mise en œuvre du Pacte pour la croissance et l'emploi initié en 2012, en mobilisant les ressources du nouveau cadre financier pluriannuel et, au besoin, en engageant la mise en place d'un fonds d'intervention spécifique pour la zone Euro. Par ailleurs seront développées diverses initiatives bilatérales pour promouvoir la convergence des politiques économiques et sociales, dont la première interviendra avec la conférence des ministres de l'Emploi à Berlin le 3 juillet. Enfin un accord bilatéral sur une gouvernance économique renforcée de la zone Euro par l'installation d'une présidence de plein exercice de l'Eurogroupe semble désormais en bonne voie.

Après le flottement politique et les escarmouches de l'année écoulée, ces divers éléments constituent le signal tangible d'une volonté réellement partagée de la France et de l'Allemagne de reprendre l'initiative en matière européenne, et ce avant même d'attendre l'issue, vraisemblablement sans grande surprise, des élections fédérales allemandes du 22 septembre.

Il semblerait donc qu'à l'aune de cette convergence, le tandem franco-allemand soit de nouveau en ordre de marche. Il n'est que temps qu'il puisse se fonder rapidement sur une confiance retrouvée, laquelle se nourrira principalement de la détermination du gouvernement français à tenir le cap de la rigueur et à s'engager dans une politique courageuse de réformes. Sur cette base, l'entente franco-allemande devrait pouvoir à nouveau donner sa pleine mesure pour l'Europe.

René Lasserre, le 2 juillet 2013